

Pendant les 60 années qui ont suivi la Confédération, nos activités dans le domaine de l'industrie et de l'investissement ont été principalement tournées vers l'Europe d'abord, vers les États-Unis ensuite.

Il est évident que les États-Unis restent pour nous un marché prioritaire; toutefois, celui de l'Asie et du Pacifique tient maintenant une place importante dans nos perspectives.

Selon moi, l'avenir industriel et économique du Canada dépendra dans une large mesure du succès que rencontreront nos gens d'affaires dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Personne ne le comprend mieux que les entrepreneurs et les gens d'affaires de la Colombie-Britannique.

Cependant, souvenons-nous qu'il ne suffit pas de souhaiter détenir une certaine part du marché.

Ce n'est pas parce que le gouvernement a annoncé une nouvelle politique commerciale que vous pouvez magiquement accroître vos exportations sur un marché très compétitif.

Ce que les gouvernement peuvent et doivent faire, c'est créer pour le commerce et l'investissement un climat qui donne leur chance aux entrepreneurs, aux gens d'affaires et aux preneurs de risques du pays.

Tel a été le but de l'Accord de libre-échange ainsi que des autres aspects de notre politique économique.

Le Premier ministre et moi-même, ainsi que tous nos collègues du Cabinet, avons foi dans les Canadiens, dans leur esprit d'entreprise, leur compétitivité et leur capacité d'innovation.

Certains ont décrit l'Accord de libre-échange comme un saut dans l'inconnu. Je dirais que c'est un acte de foi - foi dans les Canadiens entreprenants et dans leurs capacités.

Aujourd'hui, le Canada offre un climat favorable à l'entreprise.

Nous avons libéré du carcan de la réglementation le secteur des transports et celui de l'énergie.

Nous avons supprimé l'Agence d'examen de l'investissement étranger, qui avait écarté du Canada les investisseurs des autres pays, et nous l'avons remplacée par Investissement Canada dont le mandat est de promouvoir l'investissement dans ce pays.